

ASSOCIATION CITOYENNETE JUSTICE PAYS BASQUE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège Social

28 rue Lormand

64100 BAYONNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Présenté à l'assemblée générale d'approbation des comptes exercice clos le 31 décembre 2023

Ce rapport compte 18 pages dont 13 concernant les états financiers

www.sogeca.com

62, Avenue du 8 Mai 1945 - 64100 BAYONNE - ☎ 05 59 42 26 55 - ✉ audit@sogeca.com
SOGECA AUDIT : Société de Commissaires aux Comptes membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine - Société par Actions Simplifiée au capital de 10 000 €
RCS BAYONNE 790 328 215 - APE 6920Z - N° TVA Intracommunautaire : FR217790328215

ASSOCIATION CITOYENNETÉ JUSTICE PAYS BASQUE
28 rue Lormand
64100 Bayonne

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Présenté lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'Association CITOYENNETÉ JUSTICE PAYS BASQUE

➤ **Opinion**

En exécution de notre mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CITOYENNETÉ JUSTICE PAYS BASQUE, relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2023**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

➤ **Fondement de l'opinion**

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **1^{er} janvier 2023** à la date d'émission de notre rapport.

➤ Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

➤ Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité annuelle du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

➤ Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

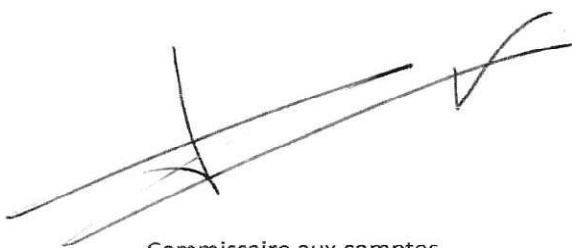
➤ **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Bayonne, le 13 septembre 2024
SOGECA AUDIT



Commissaire aux comptes
Jean LISSARRAGUE

ANNEXE DU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Description des responsabilités du Commissaire aux Comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ASSOC.CITOYENNETE JUSTICE PAYS BASCOMPTES ANNUELS (NON MAINTENU)

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	62 395	45 714	16 680	14 550
Immobilisations financières	1 722		1 722	1 722
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	64 117	45 714	18 403	16 272
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Autres	76 172		76 172	86 255
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (autres que caisse)	789 847		789 847	717 593
Caisse	386		386	386
TOTAL ACTIF CIRCULANT	866 405		866 405	804 233
REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Autres comptes de régularisation				
TOTAL REGULARISATION				
TOTAL GENERAL	930 522	45 714	884 808	820 505

Legs nets à réaliser :

acceptés par les organes statutairements compétents

autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre :

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

ASSOC.CITOYENNETE JUSTICE PAYS BASQUE COMPTES ANNUELS (NON MAINTENU)

Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	75 348	75 348
Ecart de réévaluation		
Réserves	54 530	54 530
Résultat de l'exercice	75 296	86 303
Report à nouveau	618 550	532 246
SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE	823 724	748 428
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	823 724	748 428
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
FONDS DEDIES		
DETTES		
Emprunts et dettes assimilées		
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés		
Autres	61 084	72 077
TOTAL DETTES	61 084	72 077
Produits constatés d'avance		
TOTAL GENERAL	884 808	820 505

- (1) Dont à plus d'un an (a)
 Dont à moins d'un an (a) 61 084
- (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque
- (3) Dont emprunts participatifs
- (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

ASSOC.CITOYENNETE JUSTICE PAYS BASCOMPTES ANNUELS (NON MAINTENU)

Compte de Résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION (hors taxes)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)	314 569	249 196
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	506 349	484 544
Cotisations		
Autres produits	3 796	230
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	824 715	733 969
CHARGES D'EXPLOITATION (hors taxes)		
Achats de marchandises		
Variation des stocks (marchandises)		
Achats d'approvisionnements		
Variation des stocks (approvisionnements)		
Autres charges externes	110 503	80 866
Impôts, taxes et versements assimilés	25 721	22 146
Rémunérations du personnel	488 049	424 798
Charges sociales	122 824	119 262
Dotations aux amortissements	4 964	1 945
Subventions accordées par l'association		
Autres charges	14	8
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	752 074	649 025
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	72 641	84 945
PRODUITS FINANCIERS	2 726	1 359
CHARGES FINANCIÈRES		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	70	
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES		
REPORT DE RESSOURCES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTERIEURS		
ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES		
EXCÉDENT OU DÉFICIT	75 296	86 303

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

A.C.J.P.B
RAPPORT FINANCIER POUR L'ANNEE 2023.
ASSEMBLEE GENERALE DU 03 OCTOBRE 2024

Mesdames, Messieurs,

Nous vous présentons le rapport financier de l'association pour l'année 2023.

Pour mémoire, nous vous rappellerons que le résultat comptable avait été de + 86.303 euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2022

Pour l'exercice 2023, l'association dégage encore un excédent ainsi que l'établissent les chiffres que nous allons vous livrer.

Comme d'habitude nous les assortirons de quelques commentaires et terminerons notre rapport par quelques éléments tirés du bilan comptable de l'association à la clôture au 31.12.2023.

I. L'activité en chiffres pour l'année 2023.

• Les ressources d'activité se sont élevées à : **824.715 € (+12,36%)**

En détaillant, nous pouvons retenir :

- **Activités pénales (CJ/ER-POP/EP/MP)** **353.247€**
dont 58.359€ de subventions (CJ)

Dont :
 - **Médiations pénales** **8.217€**
 - **Contrôle judiciaire** **227.315€ (+48,41%)**
 - **POP** **59.825€ (+7,65%)**
 - **Enquêtes sociales** **24.766€ (- 37,64%)**
 - **Enquêtes de personnalité** **33.124€ (+ 193,55%)**
- **Point rencontre** **172.091€ (+ 8,1%)**
(dont 15.000€ de contribution en nature)
- **Aide aux victimes** **299.371€ (-2,2 %)**
(dont 150 autres produits)

● Les charges d'exploitation se sont élevées à : 752.145€ (+ 15,78%)

Dont :

▪ Salaires, traitements et charges sociales 610.873€ (+ 12,28 %)

● Le résultat d'exploitation de l'exercice s'établit à + 72.641€ (-14,48%)

● Le résultat courant de l'exercice s'établit à + 75.366€ (-12,67%)

● Le résultat de l'exercice s'établit à + 75.296€ (12,75%)€

II. L'analyse de l'activité.

L'année 2023 aura été une bonne année pour l'association puisque le résultat de l'exercice est à nouveau excédentaire à + 75.296 euros.

S'agissant des ressources : Nous avons dit qu'elles avaient progressé de 12,36 %

Plus finement, on peut observer :

1. Que les ressources provenant de la plupart des activités pénales pour l'année 2023 ont été à peu près stables, à l'exception notable du contrôle judiciaire dont la progression a été significative. S'agissant de ces produits, nous retiendrons les chiffres suivants :

▪ Pour le contrôle judiciaire	+ 57.175€ à 167.723€
▪ Pour les enquêtes sociales	- 14.946€ à 24.766€
▪ Pour les enquêtes POP	- + 4.251€ à 59.825€

On remarquera que le volume des enquêtes POP qui était élevé, s'est maintenu et qu'il a même encore progressé.

On rappellera enfin que les produits qui sont issus de ces activités proviennent essentiellement de la taxe qui est perçue à l'occasion de l'accomplissement de missions, mais que le service du contrôle judiciaire bénéficie aujourd'hui de subventions pour des montants significatifs (58.359€) qui proviennent notamment du ministère du droit des femmes pour 42.222€.

2. Que les subventions allouées aux services du point rencontre et de l'aide aux victimes sont demeurées à des niveaux comparables à ceux de l'année antérieure sans exception notable.

Comme en 2022, le service de l'aide aux victimes a pu compter en 2023 sur d'autres ressources que la subvention (mandats d'administrateur ad hoc et contributions citoyenne) pour un montant de 22.734€ à rapprocher des ressources totales du service pour un montant de 299.371€

Quant à la structure de ces ressources, l'année 2023 modifie très légèrement les choses, les subventions ayant représenté un peu plus de 61% du total des ressources contre environ 66% pour l'exercice précédent.

S'agissant des charges, elles correspondent, pour l'essentiel, aux postes *salaires, traitements et charges sociales* qui représentent un peu plus de 81% du total des charges, pourcentage en très légère diminution.

III. Eléments tirés du bilan au 31.12.2023

Au 31.12.2023, le bilan établi sur la base des comptes qui vous sont soumis fait notamment apparaître :

Total :	884.808€
---------	----------

A l'actif :

▪ Créances	76.172€
▪ Disponibilités (autres que caisse)	789.847€

Au passif :

▪ Fonds associatifs	75.348€
▪ Réserves réglementées	54.530€
▪ Report à nouveau	618.550€
▪ Résultat de l'exercice	+75.296€
▪ Dettes fiscales et sociales	54.720€

Le Conseil d'administration qui a arrêté ces comptes, vous propose d'affecter le résultat de l'exercice 2023 d'un montant de + 75.296 euros au poste report à nouveau dont le montant se trouverait ainsi porté à la somme de 693.846 euros.

Nous vous remercions pour votre attention et vous demandons de bien vouloir approuver les comptes et le rapport financier de l'ACJPB pour l'année 2023 ainsi que cette proposition d'affectation du résultat.

Le Trésorier

Rapport Moral Exercice 2023.

L'année 2023 inaugure le déménagement d'une nouvelle ère avec la prise de fonction de Blandine RABIN en tant que directrice.

Déjà dans la "maison", en charge principalement du service "Aide aux Victimes", elle a dû se familiariser avec les 2 autres services de l'association : Point Rencontre et Activités Pénales, avec l'aide d'Audrie.

Sans oublier l'apprentissage de la fonction financière et des tribulations administratives qui vont avec.

Dans la poursuite des autres années, les résultats sont très satisfaisants malgré un déficit sur l'Aide aux Victimes compensé d'une augmentation d'activité, conséquence du GRENELLE violence conjugale, ayant nécessité une embauche non compensée par la subvention Justice.

Par ailleurs, le GRENELE a ouvert la porte
à la prise en charge des auteurs de violences
conjugales et apporté un budget d'intervention
non négligeable (autour de 50.000 €) pour l'activité
pénale

De côté du Point Rencontre, l'équilibre est assuré
compte tenu du soutien financier et parabenarial
exceptionnel tissé avec la C.A.F.

Mais les activités, ce sont nos salariés qui les
assurent et les développent. Ce moment me
permet, au nom de tout le Conseil d'Administration,
de les remercier chaleureusement pour leur action
et leur engagement. Nous faisons le vœu de les
accueillir à nouveau à l'Assemblée Générale de
l'année 2024, qui verra je l'espère la fin de
nos turbulences internes

Je laisse à Blandine et André le soin
de vous exposer le focus sur les activités
et à Frédéric la tâche de vous rendre compte
du résultat financier

11/11/00
Gilles LASGABE
Président ACSPB

A.C.J.P.B.,
28 rue Lormand
64100 BAYONNE
05 - 59 - 59 - 45 - 93